

TPG : Texte de politique générale

Commission : *Conseil historique de sécurité*

Question ; *Afin de mettre fin à la catastrophe en Ukraine d'ici 2030.*

Auteur : *Ukraine*

La situation en Ukraine aujourd'hui est particulièrement préoccupante pour la délégation ukrainienne en ce qui concerne son intégrité territoriale, la sécurité de sa population et la stabilité de la paix dans la région au sens large. Depuis 2014, l'Ukraine fait l'objet d'une agression militaire et de la déstabilisation constant de ses régions orientales, qui a été aggravée par l'invasion de 2022. Si les tendances actuelles se poursuivent sans action corrective, la situation en 2030 ressemblera à quelque chose de catastrophique. Il ne s'agit pas seulement de ne pas autoriser l'Ukraine à l'interdire, mais suppose également une menace pour la sécurité européenne et mondiale.

Pour que cela se produise, l'Ukraine doit bénéficier d'un soutien supplémentaire, tant sur le plan militaire que diplomatique. « Il est essentiel de fournir un arsenal de défense, de la formation et du renseignement pour aider l'Ukraine à défendre sa souveraineté ». Au niveau diplomatique, la négociation de la paix doit être relancée avec le soutien de l'ONU. Cela dit, il est critique de respecter le droit international et les frontières de l'Ukraine. La mise en application et l'application des accords de Minsk est potentiellement un bon point de départ, mais nécessitent un soutien de garanties internationales pour être effectifs.

Dans le cadre particulier du Conseil Historique de Sécurité, il est à envisager que les défis et les adaptations nécessaires puissent permettre à ce Conseil de répondre véritablement aux besoins de sécurité de l'Ukraine et de la région européenne. En premier lieu, l'Ukraine propose une nouvelle composition temporaire de celui-ci avec la participation d'autres pays européens directement concernés par la situation de sécurité en Europe de l'Est et par les tensions russo-ukrainiennes pour mieux comprendre le contexte régional. La délégation ukrainienne soutient également que les casques bleus actuellement proposés puissent être déployés le long des frontières contestées pour protéger les civils et maintenir une zone de désescalade. Ce type de mission restreint constituerait une garantie supplémentaire et aiderait à soutenir le processus de paix dans ce besoin de stabilité.

En ce qui concerne les sanctions, l'Ukraine aimerait les reformuler pour qu'elles soient moins étendues en termes de secteurs d'application. En réalité, le pays voudrait que leur application soit discutée pour les seuls secteurs clés tels que l'énergie et la technologie et que les États soient autorisés à les mettre en œuvre en toute impunité, sans retard stratégique ou toute autre issue, telle qu'un tiers. L'Ukraine soutient également une transition énergétique plus rapide en Europe, avec un rôle important pour l'Ukraine dans la production d'énergie verte.

En outre, la reconstruction de l'Ukraine doit être une priorité. Compte tenu de l'ampleur des destructions, un plan international de reconstruction doit être développé avec l'appui de la Banque mondiale et du FMI. Ce plan devrait impliquer des efforts de reconstruction des infrastructures et la nécessité de réformes institutionnelles pour améliorer la transparence et le principe "du Rule of Law" ou Etat de droit en français, en coordination étroite avec l'Union européenne. En effet, l'expérience de la révolution de Maïdan en 2014 a montré que le peuple ukrainien est prêt à défendre sa liberté.

Mais, de toute façon, cela est nécessaire aujourd'hui pour ne pas répéter toutes ces erreurs en 2030. Par conséquent, l'Ukraine approuve une réponse internationale forte à l'annexion de la Crimée idéalement combinée avec toute l'aide militaire, diplomatique et économique pour ne pas éviter une catastrophe imminente.